

Après avoir mis le dernier point à la dernière ligne de ce texte, l'avoir relu et complété, il nous est clairement apparu qu'il n'était guère publiable sans une mise en garde préalable. En effet, présenter en un volume l'histoire d'un mouvement aussi controversé et ce, dans une « tranche » d'histoire frisant l'actualité immédiate, soulève quelques ambiguïtés quant aux méthodes de travail et au sujet traité, qu'il convient de lever.

En effet, le lecteur — et pas seulement le militant ou l'historien — à la seule vue du titre, peut se poser un certain nombre de questions clés :

— De qui et de quoi parle-t-on dans cet ouvrage ? Anarchisme et organisation ne sont-ils pas antinomiques ? Les anarchistes « organisés » ne sont-ils pas qu'une frange numérique infime par rapport à tous ceux qui — à un degré ou à un autre — peuvent se reconnaître dans un « état d'esprit » contestataire et frondeur ?

— Les sources utilisées ne peuvent-elles pas être soumises à caution ? La proximité des faits décrits permet-elle l'utilisation de tous les documents possibles ? Ou bien les nécessités d'une certaine discrétion vis-à-vis des services de police n'implique-t-elle pas de taire une partie des faits ? Un mouvement actif mais ultra-minoritaire peut-il d'ailleurs s'encombrer d'archives ? Celles-ci ne risquent-elles pas — à terme — d'être compromettantes et ne faut-il pas les détruire ?

— Peut-on être neutre quand on rédige un tel ouvrage ? La participation au mouvement est-elle une nécessité ? Dans ce cas n'est-on pas amené à prendre position ?

Les réponses à ces questions n'interfèrent pas directement avec le sujet de cet ouvrage. Elles peuvent être communes à toute étude du même genre. Mais leur importance n'échappera à personne. Nous allons donc, dans cet avant-propos, tenter d'y répondre.

Tout d'abord qu'est-ce que le « mouvement libertaire » ? Il est évident qu'on ne peut ramener l'anarchisme aux seules organisations qui s'en réclament. Forme de pensée et d'être, façon de vivre comme façon de travailler, l'anarchisme est constamment présent dans la vie quotidienne de dizaines de milliers d'individus. Or les « organisations » dont nous allons parler n'ont jamais, dans la France de 1945 à nos jours, pu dépasser le cap de quelques milliers d'adhérents. Ce phénomène est parfaitement significatif de la nature profonde de l'anarchisme. Celui-ci est beaucoup plus une attitude individuelle qu'une action politique collective. L'anarchisme est vécu comme un refus permanent. Les formes de celui-ci sont multiples et se traduisent par des actes apparemment sans rapport les uns avec les autres. La contestation permanente de la « gent policière » est une de ces attitudes. Elle peut aller du refus de s'asseoir à côté d'un « flic » dans le métro, à l'affrontement violent, que celui-ci s'exprime à coup de cannes plombées, comme au début du siècle, ou à coup de « cocktails Molotov », comme en Mai-Juin 1968. Le refus de l'armée, de l'impôt, du recensement, des tests, des examens, des fonctions d'autorité, des allocations familiales, de la médecine, de l'école, des jeux d'argent, de la cravate, du mariage sont autant d'exemples d'un même refus. Peu de ceux qui, d'ailleurs, se reconnaissent dans ces refus, se prétendent « anarchistes ». Tout au plus, certains d'entre eux acceptent-ils le terme d'« anars » lors-

que, poussés dans leurs retranchements, ils sont sommés de s'étiqueter. Mais on comprend combien toutes ces notions sont imprécises. Ces attitudes de refus ne sont d'ailleurs pas le privilège des « anars ». Le refus de porter l'uniforme peut leur être commun... avec les témoins de Jéhovah, celui de l'impôt... avec les petits commerçants, des élections... avec les royalistes. De même, communistes et socialistes — quelles que soient les orientations actuelles de leur parti — ont la même attitude de refus vis-à-vis de l'arbitraire, du pouvoir grandissant de l'Etat...

Nous n'avons pas « comptabilisé » le « Refus » comme une attitude politique globale. Il serait certainement intéressant, dans le cadre d'une autre étude, de faire le catalogue — qualitatif et quantitatif — des refus spontanés. Ceux-ci traduisent la vigueur constante des formes de contestation de la société de classe. Cette étude serait particulièrement bien venue au moment où réapparaissent avec force sur la scène politique des notions comme celles de « spontanéité » et d'« autonomie ». C'est à travers des refus successifs et multiples que se forment les idées révolutionnaires qui aboutissent parfois à des crises qui mettent en péril l'ordre établi.

Mais à côté de ce refus spontané et constant, l'existence d'un mouvement « politique » qui entend en être l'expression pose problème. Il est sûr qu'on ne peut dissocier ce dernier des éléments qui justifient son existence : le mouvement anarchiste « organisateur du Refus » ne peut exister sans celui-ci. Dans cet ouvrage, nous n'avons pu traiter ces deux thèmes parallèlement. La notion même de refus échappait à notre propos et à notre but. Pour notre part, nous sommes partis de la constatation banale que le « Refus » était une constante de la vie socio-politique des sociétés de classe. Mais à notre connaissance, l'accumulation des refus n'a jamais permis l'éclosion de situations révolutionnaires débouchant sur la destruction de l'ordre social antérieur. L'extrême diversité des refus, l'aspect velléitaire d'une partie d'entre eux, la contradiction de ceux-ci avec les intérêts profonds ou potentiels de ceux qui les expriment, ne permettent même pas la définition d'un *consensus* négateur minimal. Dans certaines condi-

tions historiques précises, telles que les crises économiques, sociales ou politiques, les refus individuels sont relayés par la contestation sociale. Seule, cette forme d'opposition a vocation révolutionnaire. Issue d'une accumulation de refus, elle devient vite l'expression d'intérêts de classe. Le mouvement anarchiste organisé se veut l'expression de cette tendance du refus à devenir contestation révolutionnaire. Mais contrairement aux autres mouvements de « défense » ou « d'opposition », qui eux aussi expriment une part du refus, les anarchistes militants s'en veulent la plus haute expression : refus de l'Etat, de la hiérarchie, de la division sociale, de l'exploitation, de la force... Tout autre attitude politique ne peut être, pour les anarchistes, qu'imprégnée de concessions suspectes et de réformisme. Aménager l'Etat et ses institutions, admettre la direction d'un parti, améliorer la part du salaire, limiter et contrôler les pouvoirs du patronat, ne sont que pis-aller qui ne peuvent mettre un terme à la revendication de l'égalité intégrale. Le mouvement anarchiste est constituée d'une infime minorité de ceux qui « refusent ». En effet la liaison entre cette attitude et celle qui consiste à appréhender une société nouvelle est en définitive assez rare. L'histoire sociale et révolutionnaire des cinquante dernières années montre assez bien l'incapacité révolutionnaire des « mouvements spontanés ». Les « masses » se mettent relativement peu en mouvement. Quand elles le font, elles dépassent le cadre étroit que leur imposent leurs « organisations ». Mais rarement elles ont pu dépasser les objectifs initiaux qu'elles s'étaient fixés. Si ceux-ci, répétons-le, sont généralement largement au-delà du « programme socialiste » c'est parce que celui-ci, figé par les partis qui l'ont élaboré, doit beaucoup plus à l'imagination d'une couche techno-bureaucratique de dirigeants qu'à l'esprit d'initiative de ceux qui luttent. Mais la spontanéité ne remplit pas les vides créés — volontairement ou non — par cette « avant-garde ». On peut constater d'une façon générale que la revendication « spontanée » est d'ordre économique. On peut épiloguer longtemps sur ce phénomène. Pour nous, nous le considérerons, en l'absence d'éléments nouveaux, comme acquis. Ceci, d'ail-

leurs, explique l'attitude des anarchistes militants. De Bakounine à Malatesta, de Makhno à Durruti, les anarchistes se sont évertués à faire dépasser, par les mouvements sociaux auxquels ils participaient, le cadre de la revendication économique. Les épisodes de la Commune de Lyon, de San Lippo, d'Ukraine et de Catalogne sont des tentatives de globalisation des objectifs économiques des masses en lutte. Contrairement aux divers mouvements socialistes ils n'ont jamais (sauf erreurs historiques d'appréciation !) cherché à créer un « état transitoire » dans lequel une partie seulement des revendications se seraient trouvées satisfaites. Tout au contraire, ce qui les a toujours guidés, c'est le « programme maximal » : la libération totale des individus, l'organisation de communautés libres de travailleurs libres. C'est dans ce sens, et dans celui-là seulement, que les anarchistes interprètent les « aspirations spontanées » des masses, aspirations non exprimées explicitement dans les revendications économiques. Dans ces conditions, le « mouvement anarchiste » n'est guère comparable aux autres organisations du mouvement ouvrier. Les anarchistes ont un rôle véritable à jouer, lorsque les événements font apparaître les prémisses d'une situation révolutionnaire. La permanence du mouvement dans les périodes de recul ou de stabilité n'est que le fait de la frange la plus radicalisée : celle pour qui le refus est une attitude politique conséquente, tout comme une prospective.

Que le lecteur se fasse donc une raison ! Si ses observations personnelles ne l'avaient pas conduit aux mêmes conclusions, qu'il sache donc que ceux dont nous allons parler dans les pages qui suivent ne sont que quelques milliers, voire quelques centaines dans certaines périodes. Contrairement aux « partis » politiques qui n'arrêtent pas de se comptabiliser (en voix, en cartes placées...), les anarchistes sont plus une potentialité qu'une force politique dans le sens traditionnel du terme. Cette situation entraîne aussi la diversité extrême du mouvement. A la limite, on pourrait dire que le mouvement anarchiste est, en période « normale », beaucoup plus un « laboratoire d'idées » qu'un mouvement. Appréhen-